

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1903.

Proposition de loi établissant le repos hebdomadaire.

DÉVELOPPEMENTS

MESSEURS,

I.

L'homme doit travailler ; c'est une nécessité et un devoir. Il faut qu'il travaille pour assurer son existence ; il le faut encore pour qu'il ne vive point, en parasite, du travail des autres. Et l'acceptation de cette nécessité, l'accomplissement de ce devoir, trouvent aussitôt leur récompense : c'est le travail qui nous réjouit, nous reconforte, nous console, qui constitue le meilleur de notre vie.

Mais, pour que le travail soit ainsi bienfaisant, il est indispensable qu'il ne soit pas excessif. La fatalité du labeur a pour corrolaire la fatalité du repos. C'est une vérité banale que de proclamer qu'au delà d'une certaine limite d'efforts surviennent les fâcheux phénomènes de la fatigue et de l'épuisement. L'homme ne peut soumettre son cerveau ni ses muscles à une tension continue ; des périodes de calme sont exigées pour rendre à notre organisme sa souplesse et sa vigueur. Après les tâches de la journée, il faut le sommeil réparateur de la nuit : c'est l'ordre même de la nature.

Et non seulement il faut au travailleur un certain repos quotidien, mais encore il lui faut, au bout de quelques jours, un nouveau repos, plus prolongé, restaurant la déperdition d'énergie quotidienne. Dès les premiers temps de l'histoire, dès que l'humanité s'organise et se donne des lois et des coutumes, nous la voyons comprendre et consacrer ce besoin primordial et instituer un jour de repos périodique. Lorsque naissent, se forment et se précisent les religions, nous les voyons à leur tour, tant la nécessité naturelle est évidente, reconnaître cette nécessité naturelle et l'instaurer parmi les principes du culte : le jour du repos sera le jour du Seigneur ; il sera

ordonné, non pour le réconfort de l'homme, mais pour la gloire et l'adoration de Dieu.

Ainsi, à la raison d'hygiène et de nature, essentielle et antérieure, se superposa petit à petit la raison religieuse. Pendant longtemps, on ne vit plus que celle-ci. A l'heure présente, elle est encore, pour beaucoup de croyants, décisive et principale.

Mais il advint que les idées religieuses, par l'évolution du temps et les assauts du libre examen, perdirent de leur crédit et cessèrent de s'imposer à toutes les âmes, et que certains, pensant s'émanciper seulement d'une tutelle religieuse, réclamèrent le droit de ne pas observer la périodicité des repos. Et cela coïncidait précisément avec une époque où le labeur des hommes s'enflévrant, centuplé par les machines, la vapeur et l'électricité, où l'industrie et le commerce demandaient un effort excessif, sans cesse accru et sans trêve. La loi du repos le septième jour fut méconnue, et, de plus en plus, le travail fut offert, c'est-à-dire imposé, à la masse innombrable des salariés qui sont forcés de se soumettre aux conditions des chefs d'entreprise.

Des plaintes se sont élevées de toutes parts. Ceux qu'atteignait l'usage nouveau, ouvriers, employés, prolétaires de toute espèce, ont pu, grâce au suffrage généralisé, faire entendre leurs doléances et obliger les puissants à les prendre en compassion. Des meetings, des discours, des publications, des propagandes de toutes sortes ont eu cet objet. Le Parti ouvrier a inscrit le repos hebdomadaire parmi les principaux articles de son programme. Le Gouvernement clérical a institué de remarquables travaux destinés à réunir les éléments statistiques et de législation comparée. Depuis plusieurs années, la question est posée au Parlement et des milliers d'intéressés attendent avec impatience sa solution.

Les savants sont venus confirmer les revendications des salariés. Je n'ai pas à rappeler ici les études poursuivies et publiées par les maîtres de l'hygiène et de la démographie, puisque leurs conclusions sont unanimes et aboutissent à démontrer scientifiquement, par des constatations d'ordre physiologique et psychologique, la nécessité absolue d'un repos périodique. Peut-être m'objectera-t-on qu'il n'est pas complètement démontré que ce repos doive se prendre un jour sur sept, plutôt qu'un jour sur huit, ou un sur six. Je répondrai que je n'ai cure d'une pareille précision, puisque, par une tradition de plusieurs siècles, l'humanité a résolu pratiquement le problème, en adoptant la semaine de sept jours. Il y a là un fait tellement général et constant que les démonstrations les plus savantes — à supposer qu'elles puissent être faites — n'y changeront rien.

La nécessité naturelle du repos hebdomadaire est ainsi réapparue sous le vêtement religieux dont on l'avait parée. Tous les travailleurs, même ceux détachés de la foi de jadis, demandent qu'elle soit reconnue par le législateur. Et que ce soit avec la préoccupation de rendre hommage à des croyances, ou avec celle, plus large, d'accorder à l'organisme fatigué l'occasion nécessaire de restaurer ses forces, tous sont d'accord pour déclarer qu'il

convient de se placer uniquement, pour résoudre le problème, au point de vue de l'hygiène ouvrière, au point de vue social.

A ce point de vue, on peut dire, je pense, qu'il y a unanimité à souhaiter le repos hebdomadaire. Je n'ai point lu une ligne, ni entendu une phrase, en sens contraire. Mais les divergences s'accroissent lorsqu'il s'agit de sa possibilité, ou de ses conséquences, et surtout de son établissement par une loi.

Les députés socialistes estiment que le repos hebdomadaire est réalisable sans grandes difficultés, que ses conséquences seront excellentes, et que l'initiative privée n'ayant pu et ne pouvant pas suffire à le consacrer, il convient qu'une loi énonce la volonté nationale et la fasse respecter.

II.

J'ai employé jusqu'ici les mots : repos hebdomadaire. Il n'en faudrait point conclure que j' imagine que ce repos puisse être fixé à un autre jour de la semaine que le dimanche. Il serait assurément puéril de prétendre, pour éviter le reproche éventuel de paraître faire une concession à la religion catholique, que le jour du repos général peut être fixé par la loi le mercredi ou le vendredi, et plus absurde encore d'imaginer que certaines catégories de citoyens seront invités à se reposer à des jours différents de la semaine. Il suffit d'énoncer la proposition pour en faire sentir l'impossibilité et le ridicule.

Il doit y avoir un jour de repos sur sept. Et ce jour doit être le dimanche. C'est le dimanche que l'ouvrier et l'employé pourront se retrouver au milieu de leur famille, s'occuper des enfants libérés de l'école, s'en aller avec les leurs vers les promenades salutaires. C'est le dimanche que les citoyens pourront vivre de la vie publique; que les croyants pourront se livrer à leur culte; que les libres-penseurs pourront faire des conférences ou des manifestations. C'est le dimanche que l'homme pourra se distraire ou s'instruire, et pour être vraiment un jour de fête, il faut que le loisir soit général.

C'est donc bien nettement, sans ambiguïté possible, le repos du dimanche que nous réclamons. Mais nous parlons du repos hebdomadaire parce que nous sommes bien forcés de reconnaître que celui-ci seul peut faire l'objet d'une disposition de loi.

On peut, en effet, songer à décréter législativement la nécessité d'un repos hebdomadaire; mais, quant au repos du dimanche, il faut se contenter de cette formule « autant que possible ». Immédiatement, des exceptions s'imposent : le plus intransigeant ne rêve point un arrêt total de l'activité nationale. Il est, d'abord, toute la catégorie des services publics qu'il ne peut être question d'interrompre. Il est, ensuite, toute une série d'industries qui exigent, sous peine de disparaître, un travail continu. Il est, encore, toute une série de commerces qui ne sont possibles que le dimanche. Il y a, enfin, toute la série des besognes qui seront la conséquence même du loisir assuré au plus grand nombre.

Nous tenons à bien mettre en lumière ce point. C'est pour accroître la vie de nos concitoyens que nous réclamons le repos du dimanche, et non pour la diminuer. Nous voulons que le salarié puisse s'évader du lieu habituel de son travail pour connaître les joies de la famille, participer à la vie de la cité, élargir son horizon intellectuel, hausser son idéal et son énergie; il faut pour cela que les chemins de fer continuent à circuler, que les musées, les bibliothèques, les salles de réunion ou de concerts, les expositions, les promenades soient ouvertes et d'accès facile. Nous ne pouvons approuver, par exemple, l'hostilité que nous avons maintes fois constatée chez les fonctionnaires du Département de l'Industrie et du Travail à l'établissement des cours du dimanche dans les Écoles industrielles. Le dimanche anglais, jour de morne ennui, d'ivrognerie et de spleen réglementaires, nous fait horreur.

La force même des choses commande donc des exceptions à la règle du repos du dimanche. Mais la loi peut et doit garantir, même à ceux qui seraient ainsi obligés de travailler le dimanche, le repos d'un autre jour de la semaine.

III.

Les partisans d'une loi sur le repos du dimanche rencontrent, tout d'abord, une objection tirée de la Constitution. Nous allons l'examiner, mais il est assez piquant de constater immédiatement que le scrupule constitutionnel ne tourmente que ceux qui sont adversaires du principe même d'une loi sur cet objet. En sorte qu'on peut n'y voir qu'une exception de procédure, déguisant à peine une hostilité qui n'ose pas s'affirmer plus explicitement.

L'article 15 de la Constitution dit : « Nul ne peut être contraint de concourir d'une manière quelconque aux actes et aux cérémonies d'un culte, ni d'en observer les jours de repos. » Or, un projet de loi sur le repos du dimanche ne contraint-il pas les citoyens à observer le jour de repos du culte catholique?

Si oui, la loi projetée est inconstitutionnelle, et quel que soit son utilité, elle ne peut être votée, le Parlement devant avant tout respecter la loi des lois, garantie de nos libertés essentielles. Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on peut faire bon marché de la Constitution; une licence, même excusable, en entraîne une autre qui peut ne plus l'être autant, et le meilleur moyen d'exiger de nos adversaires le respect des garanties que nous trouvons dans la Constitution, est de prêcher d'exemple. D'autre part, tout ce qui touche à la liberté de pensée est tellement grave, dans un moment où l'Église semble à peine contenir ses impatiences naturelles d'oppression et d'intolérance, qu'il convient de n'affaiblir, d'aucune manière, la portée du texte constitutionnel.

Examinons donc l'objection avec prudence, et sans nous laisser entraîner par notre désir. En première vue, elle se présente avec quelque force; cependant dès qu'on y réfléchit, on constate que ni l'esprit, ni la lettre, ni l'inter-

prétation historique de la disposition constitutionnelle ne permet d'en déduire une fin de non recevoir.

Que veut, on ne peut plus sagement, la Constitution, en son article 15? Elle veut qu'aucun citoyen ne puisse être contraint d'observer, soit par un acte, soit même par l'inertie, les prescriptions d'un culte quelconque. Il suffit de se rappeler ce que nous disions au début pour se convaincre que nous n'entendons, en aucune manière, obliger les citoyens, à respecter le dimanche chrétien. C'est en vertu d'une nécessité naturelle, supérieure et antérieure aux dogmes, que l'on réclame aujourd'hui le repos du dimanche. Les employés et ouvriers demandent la réforme, non pas *parce que* conforme à l'idée religieuse, mais *quoique* conforme à cette idée. La tendance de l'article 15 et celle du projet sont donc bien différentes.

Mais une différence d'inspiration ne peut suffire si, en fait, on aboutit à violer le texte. Il convient donc de voir si les textes s'opposent. Or, le texte du projet est bien clair : il défend seulement de faire travailler. Il ne défend pas le moins du monde de travailler. Ceux qui voudront violer les commandements de l'Église resteront, la loi adoptée, aussi libres de le faire qu'ils le sont maintenant. Ils pourront disposer de leur activité comme ils l'entendent; une seule chose leur sera interdite, et celle-là n'a rien de contraire à la Constitution, ce sera de disposer de l'activité des autres. Si quelqu'un veut cultiver son jardin, nettoyer son écurie, couper du bois, abattre des arbres, libre à lui! Si le directeur-gérant et les actionnaires propriétaires de la mine veulent descendre sous terre et abattre leur charbon, nul ne les empêchera; si le maître de forges veut charger son haut-fourneau, le maître des verreries souffler son verre, le filateur mettre en branle ses métiers, aucun procès-verbal ne viendra entraver ces vaillances inaccoutumées; mais les ouvriers du charbonnage, du laminoir, de la verrerie ou de la fabrique ne pourront être contraints de se priver du repos nécessaire! De même si un commerçant veut vendre ses marchandises, il n'aura pas, comme avant 1830, à en demander l'autorisation à l'autorité administrative, ou ecclésiastique; il fera, après la loi comme maintenant, ce qu'il voudra; mais il ne pourra plus obliger ses employés ou ses commis à un surmenage écrasant.

Mais on insiste; on nous reproche d'esquiver la difficulté par une pirouette. On nous fait observer que le travail moderne est, presque généralement, du travail associé; que faire chômer l'atelier c'est, en définitive, faire chômer l'ouvrier occupé dans cet atelier. Un houilleur, pour descendre au fond, doit avoir un hiecheur pour l'aider, un lampiste pour lui préparer sa lampe, un machiniste pour faire descendre la cage, un tireur pour recevoir celle-ci, etc. Si tous ces auxiliaires indispensables ne sont pas là, le houilleur est obligé de chômer. Et de même dans les autres professions; on pourrait multiplier les exemples à l'infini. D'accord. Mais c'est précisément ce caractère collectif des entreprises modernes qui justifie le projet de loi. Il n'est pas possible d'assurer d'une manière complète la liberté de travailler des uns et la liberté de se reposer des autres. Il faut bien que l'usine toute entière fonctionne ou chôme. Il n'y a pas de milieu. Entre ceux qui réclament le droit au travail et ceux qui réclament le droit au repos, il faut

choisir. Il y a ici deux aspirations en conflit, laquelle est la plus légitime ? La question emporte sa réponse : la plus légitime est celle qui s'inspire des lois de l'hygiène, du désir de conserver les énergies de la race, de la pratique constante des mœurs, des nécessités sociales par tous reconnues. J'ajouterai : la plus légitime est celle qui exprime le vœu unanime des intéressés, car en fait, tous les salariés désirent ardemment la loi que nous proposons et l'ouvrier qui ne veut pas avoir de repos le dimanche n'est qu'une fiction théorique d'économiste manchestérien. — Dans ces conditions, cet ouvrier là, si on le rencontre, ne sera point forcé d'observer le jour de repos du culte catholique, mais il sera tout simplement forcé de ne pas entraver le jour de repos de ses camarades. Et rien ne sera à la fois plus équitable et plus constitutionnel.

Enfin, l'interprétation historique confirme notre manière de voir. Rien n'est plus clair, plus précis, plus catégorique à cet égard que la démonstration faite par M. Prins au Conseil supérieur du travail. Elle tient, de la personnalité de son auteur, une autorité que nul ne songera à contester.

« Je pense qu'une loi interdisant d'*employer* ou de *faire travailler* certaines catégories d'ouvriers plus de six jours par semaine n'aurait rien d'inconstitutionnel, et qu'elle n'a rien de commun avec l'interprétation de l'article 15 de la Constitution ; et j'estime que la distinction entre le repos du dimanche consacré par la loi religieuse et le repos hebdomadaire assuré, dans ces conditions, par une loi sociale, n'est pas, comme on l'a soutenu, une subtilité. Elle est consacrée, et même avec des conséquences que l'on ne pourrait admettre en Belgique, par la législation des Etats-Unis.

» Aux Etats-Unis, comme en Belgique, la Constitution fédérale garantit la liberté de conscience ; chacun est libre d'agir le dimanche comme il l'entend ; ceux qui ne pratiquent pas sont protégés comme ceux qui pratiquent ; de plus, la loi fédérale proclame le principe que le pouvoir civil n'a pas à s'occuper des questions religieuses (Bryce, t. II, p. 578). Pourtant, il y a dans les quarante-cinq Etats de l'union une législation sur le repos dominical.

» Or, si l'on consulte les décisions des cours de justice rapportées dans le *Second special Report of the Commissioner of Labor* (Washington 1896) l'on voit que le droit public des Etats-Unis distingue nettement le point de vue religieux du point de vue social dans la question du repos hebdomadaire.

» La cour suprême de Pensylvanie déclare : « Les articles garantissant la » liberté de conscience ne s'opposent pas à l'établissement de lois instituant » le repos dominical ou visant à la répression du vice ou de l'immoralité. » Le but n'est point ici d'imposer des pratiques religieuses, mais de défendre » les mœurs de la nation. »

» La cour de l'Ohio : « Les statuts prescrivant le repos dominical ne sub- » sisteraient pas un instant s'ils étaient fondés sur le seul devoir de sanc- » tifier le dimanche et d'en maintenir la célébration. »

» La cour suprême de la Louisiane : « La loi sur le dimanche qui réclame la
 » fermeture des magasins et bureaux n'est pas inconstitutionnelle. Elle ne
 » viole aucun des articles de la Constitution de cet État qui garantissent la
 » liberté de conscience, pas plus que les articles de la Constitution des États-
 » Unis protégeant la vie, la liberté des citoyens, leur égalité juridique, leurs
 » propriétés. »

» Enfin, la cour suprême de New-York : « Le maintien du repos domi-
 » nical comme institution civile est dans la compétence du pouvoir
 » civil. »

» Une pareille distinction étant admise dans un grand pays dont le droit public repose sur des idées de tolérance et de liberté religieuse, il est clair qu'il n'y a rien de contraire à l'esprit du droit belge d'admettre, dans des limites plus précises et plus étroites encore une distinction entre le repos confessionnel et le repos industriel, entre une loi visant directement celui qui travaille le dimanche et l'obligeant au repos et une loi visant ceux qui font travailler les autres le dimanche et le leur défendant. La première serait inconstitutionnelle. La seconde ne l'est pas.

» Cela est si vrai qu'en Belgique même je puis, dans cet ordre d'idées, citer des faits législatifs d'une haute signification (on les trouvera dans les documents relatifs au travail des enfants et des femmes dans les manufactures, publiés par le Gouvernement en 1871) (1).

» Le 14 août 1848, une commission nommée par le Gouvernement en 1845 et présidée par M. de Sauvage, transmit au Ministre de l'intérieur un projet de loi dont MM. Visschers et Ducpétiaux étaient les rapporteurs.

» L'article 8 de ce projet portait : « Jusqu'à l'âge de 18 ans accomplis les
 » jeunes ouvriers ne pourront être employés les dimanches et les jours de
 » fête reconnus par la loi. »

» Ce projet de loi, qui était très étendu, fut repoussé; l'avis des Chambres de commerce fut défavorable; elles trouvaient que les auteurs de la proposition ne tenaient pas assez compte des nécessités du travail industriel; mais on ne voit pas figurer parmi les critiques l'objection de l'inconstitutionnalité de l'article 8 (p. 14 des documents).

» Le 20 juillet 1859, un nouveau projet de loi sur le travail industriel fut élaboré.

» Le Ministre de l'Intérieur, M. Charles Rogier, le présentait et il contenait un article 3 ainsi conçu :

« Les dimanches et jours de fêtes reconnus par la loi, il est interdit
 » d'employer au travail d'un établissement industriel les femmes et les filles
 » de tout âge et les ouvriers ou apprentis âgé de moins de 18 ans. »

» Le scrupule constitutionnel n'avait donc pas arrêté M. Rogier. — Il n'arrêta pas davantage les Chambres de commerce, qui répondirent : « on

(1) Bruxelles, GOBBARTS, 1871.

» peut sans inconvénient stipuler le repos des dimanches et jours de fêtes » (p. 20 des documents).

» Seul le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce souleva la question de légalité. Mais en résumé, c'est l'hostilité au principe d'intervention qui empêcha d'aboutir.

» Enfin, et cela est plus décisif encore, nous possédons depuis douze ans, depuis le 13 décembre 1889, une loi sur le travail des femmes, des adolescents et des enfants dans les établissements industriels. Les articles 7, 11, 14 et 17 de la loi interdisent d'employer plus de six jours par semaine les enfants et adolescents de moins de 16 ans ainsi que les filles et les femmes âgées de plus de 16 ans et de moins de 21 ans; ils punissent ceux qui font travailler contrairement aux prescriptions de la loi.

» En fait, il s'agit du repos du septième jour ou du dimanche : la loi est appliquée dans ce sens, sans que jamais l'on n'oppose à son exécution l'article 13 de la Constitution. »

Lors des lois des 28 août 1880, 18 juillet 1887, 7 mars 1891 sur les fêtes légales, personne ne songea à formuler des scrupules constitutionnels. Depuis de longues années, le congé du dimanche est accordé aux administrations publiques, à tous les membres du corps judiciaire, et personne ne s'est avisé de protester et de réclamer, par exemple, qu'on rendit la justice le dimanche.

Les ouvriers et employés ne pourront constater sans amertume que lorsqu'il s'agit d'assurer leur repos, on soulève des objections constitutionnelles qu'on n'a jamais indiquées lorsqu'il s'agissait du repos des bourgeois.

Enfin, lors de la revision constitutionnelle, certains membres de la droite manifestèrent l'intention de demander la revision de l'article 25, afin d'écartier tout obstacle constitutionnel à l'introduction d'une législation sur le repos du dimanche. Le Ministre de l'Intérieur d'alors déclara avec l'assentiment unanime de la Chambre, que c'était parfaitement inutile.

Plus tard, lorsque furent pris en considération les projets déposés par M. Helleputte et par notre ami Bertrand, la Chambre se trouva unanime pour les admettre sans soulever l'objection constitutionnelle. Ce fut seulement lorsque ces projets, devenus caducs à la suite d'une dissolution, furent reproduits, une seconde fois, par leurs auteurs, que des membres de la gauche libérale exprimèrent les scrupules constitutionnels qui — on l'avouera — avaient mis bien longtemps à se formuler.

Nous nous résumons sur ce point : Ce sera en toute tranquillité de conscience, et avec la conviction de ne déroger en rien aux volontés des révolutionnaires de 1830, que nous défendrons les dispositions proposées.

IV.

Nous rencontrons ensuite sur notre chemin les partisans de l'initiative privée. Ce sont des gens qui ne contestent pas l'excellence du repos hebdomadaire, mais qui s'imaginent qu'avec des conférences, des associations, de la

propagande, ils pourront arriver à le faire établir, sans qu'il soit besoin de contraintes légales.

On connaît l'antienne. Elle nous est répétée, avec des formules à peine variées, chaque fois qu'il s'agit de législation ouvrière. M. Woeste, jadis hostile à toute réglementation du travail des adultes, disait pathétiquement : « Je demande de laisser sauve et entière la liberté individuelle des majeurs. Les majeurs, d'après les principes de nos institutions, usent de leurs personnes et de leurs forces comme ils l'entendent ; ils ne dépendent pas d'autrui ; ils ont la responsabilité de leurs résolutions et de leurs actes, la loi ne peut pas se substituer à eux, car si la loi se substituait aux majeurs, si elle leur disait : Vous ne pourrez travailler qu'un nombre d'heures déterminé ! ils seraient en droit de se retourner vers la loi, de lui tendre les bras et de lui dire : Venez à notre aide ! fournissez-nous le complément du salaire dont vous nous privez ! »

Le 18 juin 1901, M. Woeste s'est chargé de répondre à M. Woeste ; il disait : « Y a-t-il égalité complète entre le patron, qui a des ressources, et l'ouvrier, qui n'en a pas ? Ce n'est pas possible, et puisqu'il est démontré qu'en réalité, dans certains cas, le patron abuse de sa situation vis-à-vis de l'ouvrier, il est légitime de la part des pouvoirs publics d'intervenir pour protéger la liberté morale et la liberté de conscience des travailleurs. Il ne s'agit pas seulement ici de la liberté morale et de la liberté de conscience de l'ouvrier, il s'agit encore d'un autre droit, du droit que doit avoir tout citoyen de ne pas être obligé de travailler comme un animal, de pouvoir se reposer de temps en temps et de consacrer au moins un jour par semaine aux joies de la famille »...

La conversion de M. Woeste, pour exemplaire qu'elle soit, n'est pas isolée. Les idées interventionnistes, naguère encore si peu en faveur près du Gouvernement (on se souvient de l'attitude de nos délégués à Berlin), ont fait d'autres recrues. Le pur manchestérianisme, si commode pour la bourgeoisie, voit diminuer chaque jour le nombre de ses défenseurs. Chaque fois qu'il est mis en déroute, il annonce que l'engrenage de la réglementation est irrésistible, que toute désertion des vrais principes est la promesse de conquêtes nouvelles pour l'adversaire.

C'est bien notre opinion. Quand on aura assuré législativement le repos hebdomadaire des adultes, il n'y aura plus une bonne raison pour ne pas assurer de même leur repos quotidien, et la journée de huit heures sera bien proche. Nous l'appelons de tous nos vœux et nous pourrions rééditer ici, tant les problèmes sont analogues, tout ce que nous avons dit pour justifier le principe de notre projet de loi sur la journée de huit heures dans les mines.

Au surplus, ce débat théorique n'a que faire en l'espèce, car c'est surtout à propos du repos du dimanche que l'insuffisance de l'initiative privée a été absolument démontrée par les faits. Rien n'est plus significatif à cet égard que l'évolution qui s'est faite à l'*Association pour le repos du dimanche*. Cette société groupa, dès le début, de nombreuses influences. Elle fit une propagande active et tenace. Après des années d'efforts, de non-interventionniste

qu'elle était, elle se décida à faire appel à la réglementation par la loi. On trouvera le détail de ses opérations, l'histoire de ses efforts et de ses insuccès, le tableau de ses résultats dans un rapport documenté présenté par M. Mousset au Conseil supérieur du travail. L'expérience est pleinement convaincante.

Elle démontre que l'initiative privée est impuissante à assurer le repos hebdomadaire. Et la chose se conçoit aisément si l'on réfléchit que ce qu'il faut obtenir, ce n'est pas quelques adhérents, ni même une majorité, mais l'unanimité des intéressés. Il suffit d'une seule mauvaise volonté pour rendre inefficaces des centaines de bons vouloirs.

V

La proposition de loi qui est soumise à la Chambre s'inspire des mêmes principes que celles de MM. Bertrand et Helleputte (proposition Bertrand 5 février; Proposition Helleputte, 12 juin 1901, soumises toutes deux à une section centrale composée de MM. Van Cauwenberg, Carton de Wiart, De Lantsheere, Mabille, Van de Walle et Vandervelde, qui n'a pas encore fait rapport), mais elle est à la fois plus étroite et plus large que celle-ci : plus étroite en ce qu'elle ne vise point la durée du travail quotidien; plus large en ce qu'elle s'applique, non seulement aux entreprises industrielles, mais à toute espèce d'entreprise, et notamment aux entreprises commerciales.

C'est surtout pour celles-ci que le besoin d'une législation protectrice des petits paraît indispensable. L'enquête ordonnée par M. le Ministre Nyssens, en 1896, a constaté que, sur 119,477 ouvriers industriels, 77,798 ne travaillent pas le dimanche, 15,651 travaillent tous les dimanches, 14,712 travaillent un dimanche sur deux, 13,316 travaillent parfois le dimanche. Il n'y a donc que 55 p. c. environ de la population industrielle qui ait intérêt au projet de loi. Pour le commerce au contraire, les proportions sont toutes différentes : sur 4,929 employés, 1,885 seulement ne travaillent pas le dimanche, 2,501 travaillent tous les dimanches, 556 travaillent un dimanche sur deux, 107 un dimanche sur trois, 103 certains dimanches, 175 un seul dimanche par an. C'est donc près de 65 p. c. de cette population laborieuse que libérera le projet, d'un véritable esclavage, car cette expression n'est pas trop forte pour caractériser le sort de certains employés dans les grands bazars.

La règle est proclamée aussi pour les entreprises agricoles. Elle embrasse donc tous les cas où un maître commande un ouvrage régulier à un salarié et n'excepte, parmi les travailleurs, que la catégorie des domestiques et gens de maison. Non que cette catégorie soit moins importante que les autres et doive être, selon nous, privée du repos hebdomadaire ! Nous pensons, au contraire, qu'il est absolument juste d'assurer aux servantes et domestiques un loisir mérité par le travail de la semaine ; mais, d'une part, notre législation a constamment distingué le louage de services du contrat de travail et il importe de maintenir cette distinction, consacrée d'ailleurs par la diversité des situations ; d'autre part, le progrès des mœurs paraît pouvoir suffire provisoirement à cet égard, et une réglementation législative, qui n'est au reste pas réclamée, présenterait des difficultés inextricables.

VI.

Autre objection, d'ordre pratique, celle-là. On nous dit qu'il est inutile de proclamer l'obligation légale du repos, puisqu'il faut, en même temps que le principe, se résigner à de nombreuses exceptions, si nombreuses qu'elles détruisent la règle. Nous ne méconnaissions point la force de l'objection, la réalisation de la réforme espérée n'est point sans présenter de sérieuses difficultés.

Nous l'avons dit déjà : une règle uniforme, absolue, irait au delà du but proposé. Il ne peut être question de suspendre totalement la vie de la nation un jour par semaine. Un jour où tout travail serait interdit serait un jour d'affreux ennui et son obligation constituerait une servitude intolérable. Il faut donc prévoir d'inévitables exceptions.

Quelques larges et multipliées qu'elles soient, la proclamation de la règle sera salubre. Les patrons industriels et commerçants s'y soumettront spontanément dans la mesure où leurs salariés le leur demanderont, où leur clientèle les y engagera, où l'opinion publique le leur conseillera. Ainsi pourront tout naturellement, sans contrainte effective, porter leurs fruits toutes les propagandes faites depuis ces dernières années. Ce résultat-là sera déjà considérable.

Resteront des industries et des négoce où la réforme paraîtra malaisée, peu souhaitable, où elle sera discutée par les intéressés. J'estime qu'il faudra, dans chaque cas, peser leurs raisons, et, si on les trouve sérieuses, se montrer, au début, très tolérant et très large, afin que la loi s'applique sans heurt, sans brutalité, parallèlement à l'évolution des mœurs et des habitudes.

Comment donner à la législation nouvelle cette souplesse nécessaire, comment lui permettre de s'adapter adéquatement aux multiples situations, infiniment variées, qu'elle est appelée à régir ?

Le Conseil supérieur du travail, appelé à délibérer sur cet objet, y a consacré plusieurs séances et a fini par se rallier à un système qui nous paraît excellent. Il consiste à donner au Gouvernement le pouvoir de régler les détails d'application de la loi, après consultations de divers collèges. Nous avons repris ce projet, élaboré par des hommes d'une compétence reconnue, d'une autorité considérable, appartenant aux diverses opinions politiques qui se partagent le pays ; nous l'avons repris sans faux amour-propre, avec l'intention d'utiliser pour le bien public une besogne si bien préparée, à la valeur de laquelle nous nous plaisons à rendre hommage.

Nous n'avons apporté, à cet égard, à la rédaction du Conseil supérieur, que des modifications insignifiantes, qui s'expliquent d'elles-mêmes et se justifieront au besoin lors de la discussion des articles. Il en est une pourtant à laquelle nous attachons une certaine importance : c'est celle qui consiste à introduire, parmi les collèges à consulter, les associations professionnelles, d'ouvriers ou de patrons, chaque fois qu'il en existera parmi

les citoyens touchés par la loi. Ces groupements nous donneront l'opinion directe des intéressés, feront valoir sans intermédiaire leurs désirs ou leurs craintes et, lorsqu'ils seront unanimes, cet accord donnera à la loi ce caractère contractuel que lui souhaitait notre ami Hector Denis.

Comme il ne s'agit que d'un simple avis que l'autorité supérieure n'est pas forcée de suivre, on ne peut voir, nous semble-t-il, à notre proposition, aucun inconvénient. Et elle aura ce grand avantage d'augmenter la vie, l'activité, l'influence des groupements corporatifs, de commencer à leur assurer, dans la législation sociale, la part d'intervention qu'ils doivent avoir.

VII.

Il faut prévoir, enfin, les sanctions.

Elles doivent être assez rigoureuses pour que la loi soit efficace. Elles ne doivent pas être trop draconiennes, pour ne point heurter l'équité et le sentiment. Nous avons adopté la peine correctionnelle d'amende à laquelle s'est ralliée le Conseil supérieur, suivant en cela la tradition d'autres lois analogues qui n'ont point donné lieu à critique.

Nous avons toutefois supprimé le maximum prévu pour le cas où un certain nombre de personnes seraient employées en infraction à la loi. Le maximum ne nous paraît avoir aucune utilité et aboutit à cette conséquence absurde, c'est qu'une fois une certaine limite atteinte dans la désobéissance, le chef d'entreprise n'a plus aucune appréhension à avoir d'une désobéissance plus grande.

Une peine de police a paru suffisante pour les parents qui laisseraient travailler les mineurs sur lesquels ils ont autorité, contrairement aux prescriptions de la loi et des arrêtés royaux.

Nous nous écartons encore de la rédaction proposée par le Conseil supérieur en ce qui concerne la constatation et la poursuite des infractions. D'après le Conseil, cette mission incomberait exclusivement aux inspecteurs du travail. Les infortunés ! En voilà qui vont être privés du repos du dimanche ! Nous pensons qu'il vaut mieux appliquer à cette matière le droit commun et permettre au parquet de rechercher et de poursuivre les délits comme tous les autres. La preuve pourra en être faite par les procès-verbaux des inspecteurs, mais elle pourra l'être aussi par tous les modes de droit. Et, notons-le en passant, au point de vue d'une saine justice, un témoignage oral, débattu contradictoirement, vaut toujours mieux qu'un procès-verbal.

A côté de ces sanctions pénales, nous proposons une sanction civile, qui nous paraît au moins aussi efficace : c'est le droit, en dépit de toute convention contraire, à un salaire double pour toute personne employée le dimanche. Cette disposition nous paraît absolument équitable : le travail du dimanche est plus pénible en ce qu'il écarte le travailleur de cette vie sociale dont nous voudrions le rapprocher ; il le prive de prendre sa part au délassement général ; il est juste qu'il soit plus fortement rétribué. Mais cette considération n'est qu'accessoire ; la principale, c'est que le patron, même

autorisé par arrêté royal, sera, en vertu de ce droit au double salaire, personnellement intéressé à supprimer le dimanche tout travail qui ne sera pas absolument nécessaire.

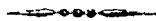
Pour éviter un surcroît de dépenses, il s'ingéniera à ne pas occuper des ouvriers le dimanche; et s'il le fait, c'est qu'il y aura, véritablement, des raisons graves. Ainsi, par le seul mécanisme de l'intérêt personnel, la loi s'étendra d'elle-même, par sa vertu propre, sans qu'il soit besoin de multiplier une inspection toujours agaçante et des pénalités vexatoires.

Ce sont les faits qui nous inspirent cette proposition. Au cours des débats devant le Conseil supérieur, il a été révélé qu'à Gand, dans le Centre, à Couillet, les salaires du dimanche étaient plus élevés que ceux de la semaine. En adoptant notre motion, la Chambre ne fera donc que généraliser une pratique dont patrons et ouvriers ont reconnu déjà la justice.

* * *

Nous nous sommes efforcé de donner une solution pratique à un problème qui a déjà été l'occasion de maintes études. Nous avons cherché la conciliation de la théorie et du fait. Nous nous sommes gardé de l'intransigeance absolue de la première; nous avons constamment songé aux exigences du second. Telle quelle, notre proposition nous paraît d'une réalisation relativement aisée. Elle pourra, sans doute, être utilement amendée, mais nous exprimons l'espoir que la Chambre ne voudra pas différer plus longtemps une réforme impatiemment attendue.

JULES DESTRÉE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Sauf les exceptions prévues en vertu des articles suivants, il est interdit à tout chef d'entreprise de faire travailler plus de six jours sur sept des personnes autres que les membres de sa famille habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison.

ART. 2.

Le jour de congé hebdomadaire sera le dimanche. Toutefois, les entreprises qui, soit par leur nature, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de circonstances locales exigent habituellement un travail partiel ou continu pendant la journée du dimanche, peuvent être autorisées, par arrêté royal, à régler autrement les conditions du repos hebdomadaire.

ART. 3.

La durée du repos hebdomadaire est d'au moins trente heures consécutives, sauf dans les entreprises où des équipes travaillent alternativement le jour et la nuit. Dans ces entreprises, la durée du repos hebdomadaire pour les ouvriers composant ces équipes est alternativement au moins de vingt-quatre heures et de trente-six heures consécutives.

ART. 4.

Les arrêtés royaux disposent :

a) par voie de mesure générale concernant chaque genre de travail pour lequel une exception permanente est jus-

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de uitzonderingen bij de navolgende artikelen voorzien, is het aan elk hoofd van onderneming verboden andere personen dan de bij hem inwonende leden zijner familie en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen op zeven te doen werken.

ART. 2.

De wekelijksche verlofdag is de zondag. Echter kunnen de ondernemingen die, hetzij door haren aard, hetzij om redenen van openbaar nut, hetzij wegens plaatselijke omstandigheden, gewoonlijk een gedeeltelijken of onafgebroken arbeid op zondag vergen, bij koninklijk besluit worden gemachtigd de voorwaarden der wekelijksche rust anders te regelen.

ART. 3.

De duur van de wekelijksche rust is van ten minste dertig achtereenvolgende uren, behalve in ondernemingen waar ploegen beurtelings bij dag en bij nacht werken. In die ondernemingen is, voor de werklieden die de ploegen uitmaken, de duur der wekelijksche rust beurtelings ten minste van vier en twintig en van zes en dertig onafgebroken uren.

ART. 4.

De koninklijke besluiten beslissen :

a) bij algemeenen maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid voor welke eene bestendige uitzondering is gerecht-

tifiée, soit à raison de la nature du travail, soit à raison de motifs d'utilité publique;

b) par voie de mesure particulière concernant chaque genre de travail pour lequel une exception temporaire est demandée par l'intéressé, à raison de circonstances locales.

ART. 5.

Dans le premier cas, le Roi prend l'avis : 1° des sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail; 2° des Députations permanentes des Conseils provinciaux; 3° du Conseil supérieur d'hygiène publique; 4° du Conseil supérieur du travail.

Dans le second cas, Il prend l'avis :

1° du conseil communal; 2° de la Députation permanente du Conseil provincial.

Dans tous les cas, chaque fois que des patrons ou des salariés intéressés feront partie d'un groupe professionnel, l'avis de cette association sera réclamé.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite; à défaut de quoi, il est passé outre.

Les arrêtés royaux disposant par voie de mesure générale ne sont valables que pour dix ans; ceux disposant par voie de mesure particulière, pour un an. Ils peuvent être renouvelés, après nouvel accomplissement des formalités prévues ci-dessus.

Le Gouvernement pourra, en tout temps, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges dont l'avis doit être réclamé, provoquer une nouvelle consultation des collèges intéressés et retirer ou modifier l'autorisation accordée.

vaardigd, hetzij uit hoofde van den aard des arbeids, hetzij om redenen van openbaar nut;

b) bij afzonderlijken maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid voor welke eene tijdelijke uitzondering door den belanghebbende is aangevraagd wegens plaatselijke omstandigheden.

ART. 5.

In het eerste geval, wordt door den Koning het advies ingewonnen :

1° van de bevoegde afdeelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid;

2° van de Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden;

3° van den Hoogeren raad voor openbare gezondheid;

4° van den Hoogeren Arbeidsraad.

In het tweede geval, wint Hij het advies in :

1° van den gemeenteraad;

2° van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

In elk geval, telkens als belanghebbende patroons of loontrekkers van een beroepsgroep deel uitmaken, wordt het advies van deze vereeniging gevraagd.

Die verschillende collegiën dienen hun advies in binnen twee maanden na het hun gedane aanzoek; doen zij dat niet, dan wordt er buiten hen om beslist.

De koninklijke besluiten die bij algemeen maatregel beslissen, gelden slechts gedurende tien jaren; degene die bij afzonderlijken maatregel beslissen, gelden slechts gedurende één jaar. Zij kunnen worden vernieuwd nadat andermaal bovenstaande formaliteiten zijn in acht genomen.

Te allen tijde kan de Regeering, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een der collegiën waarvan het advies moet worden gevraagd, tot eene nieuwe raadpleging vanwege de belanghebbende collegiën overgaan en de verleende machtiging intrekken of wijzigen.

ART. 6.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail surveillent l'exécution de la présente loi. Ils ont la libre entrée partout où s'exécute un travail soumis à la présente loi.

Les chefs d'entreprise et leurs préposés sont tenus de leur fournir les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

ART. 7.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront sciemment contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis d'une amende de 26 à 100 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées en contravention à la loi et aux arrêtés.

En cas de contravention nouvelle dans les douze mois à dater de la condamnation antérieure, les peines seront doublées.

ART. 8.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs préposés.

ART. 9.

Le fait pourra être excusé, chaque fois qu'il aura été commandé par un cas de force majeure ou de nécessité urgente sortant des prévisions normales de l'entreprise.

ART. 10.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

ART. 6.

De afgevaardigden der Regeering voor het toezicht op den arbeid, gaan de uitvoering van deze wet na. Zij hebben vrijen toegang overal waar een aan deze wet onderworpen arbeid wordt verricht.

De hoofden van onderneming en hunne gelastigden zijn verplicht hun de inlichtingen te verschaffen die zij vragen om zich van de naleving der wet te overtuigen.

ART. 7.

De hoofden van onderneming of hunne gelastigden die, willens en wetens, de bepalingen van deze wet en van de op hare uitvoering betrekking hebbende besluiten overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank. De boete wordt zooveelmaal opgelegd als er, in strijd met de wet en de besluiten, personen werden gebezigd.

In geval van nieuwe overtreding binnen twaalf maanden te rekenen van de vroegere veroordeeling, worden de straffen verdubbeld.

ART. 8.

De hoofden van onderneming zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de tegen hunne gelastigden uitgesproken boeten.

ART. 9.

Het feit kan worden verschoond telkens als het is opgelegd door een geval van overmacht of spoedeisende noodzakelijkheid, niet behoorende tot de gewone vooruitzichten der onderneming.

ART. 10.

De vader, de moeder of de voogd die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van deze wet doen of laten werken, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

ART. 11.

Dans tous les cas, même ceux prévus aux articles 2 et 9, où un salarié aura dû travailler le dimanche, il aura, en dépit de toute stipulation contraire, le droit de réclamer pour ce travail une rémunération double de celle qui lui est allouée les jours de semaine.

ART. 12.

La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

ART. 11.

In alle gevallen, zelfs die bij de artikelen 2 en 9 voorzien, heeft een loontrekker die 's Zondags moest arbeiden, het recht, ondanks alle strijdige bepaling, voor dezen arbeid het dubbel te rekenen van het hem voor de dagen der week toegekend loon.

ART. 12.

Deze wet treedt in werking één jaar na hare afkondiging.

Om de drie jaren, doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de gevolgen der wet.

J. DESTRIËR.

F. CAVROT.

L. BERTRAND.

E. ANSFELE.

M. TERWAGNE.

E. VANDERVELDE.

(25)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1903.

Wetsvoorstel tot het instellen van de wekelijksche rust.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I.

De mensch moet werken; dat is eene noodzakelijkheid en een plicht. Hij hoeft te werken om zijn bestaan te verzekeren; 't is ook noodig, opdat hij niet zou leven als woekerdier, op den arbeid der anderen. En wordt die noodzakelijkheid erkend, die plicht volbracht, zij vinden onmiddellijk hunne belooning: 't is het werk dat ons verheugt, ons versterkt, ons troost, 't is het beste van ons leven.

Om echter aldus weldoende te zijn, mag het werk niet overdreven wezen. De noodzakelijkheid van het werk brengt onvermijdelijk de noodzakelijkheid van de rust mede. 't Is eene algemeen gekende waarheid, dat buiten zekere perken van inspanningen, zich verschijnselen van vermoeidheid en afgematheid voordoen. De mensch kan zijn brein noch zijne spieren onafgebroken gespannen houden; tijdperken van kalmte zijn noodig om ons gestel zijne plooibaarheid en kracht terug te schenken. Na de dagtaak, is de herstellende nachtrust noodig: zoo heeft het de natuur zelve geregeld.

En niet alleen heeft de werker zekere dagelijksche rust noodig, daarenboven behoeft hij, na eenige dagen, eene nieuwe, langere rust, om het dagelijksch verlies van krachten te herstellen. Van af de eerste tijden der geschiedenis, zoohaast het menschedom zich inricht en wetten en gewoonten aanneemt, begrijpt en huldigt het dat onontbeerlijk beginsel en stelt een regelmatig rustdag in. Bij het ontstaan, het vormen en het verduidelijken der godsdiensten, erkennen zij beurtelings, zoo klaarblijkend is zij, deze natuurlijke noodwendigheid; en huldigen ze als een beginsel van den eeredienst: de rustdag zal de dag des Heeren wezen; hij zal opgelegd worden, niet tot 's menschengeschiedenis, maar tot glorie en aanbidding van God.

Aldus kwam van lieverlede de godsdienstige reden in de plaats van de oorspronkelijke en vroegere reden van gezondheid en natuur. Lang bestond nog enkel die reden. Ten huidigeen dage nog is zij voor vele geloovigen nog beslissend en hoofdzakelijk.

Doch de godsdienstige gedachten verloren, door den vooruitgang van den tijd en de aanvallen van het vrije onderzoek, van haren bijval en drongen zich niet langer aan alle geesten op; en sommigen, denkende zich alleen vrij te maken van eene godsdienstige voorgedij, eischten het recht om de regelmatigte rust niet te eerbiedigen. En dat viel juist samen met een tijdstip toen menschenarbeid koortsachtig werd, verhonderdvoudigd door machine's, stoom en barnkracht, en dat de nijverheid en handel eene overdrevene, steeds meerdere en rusteloze inspanning vergden. De wet, naar welke de zevende dag een rustdag was, werd miskend en meer en meer werd er arbeid aangeboden, dat is opgelegd, aan de ontelbare schaar loonwerkers, die wel gedwongen zijn zich te onderwerpen aan de eischen der ondernemingshoofden.

Ten allen kante rezen klachten op. Zij die door het nieuw gebruik waren getroffen, arbeiders, bedienden, proletariërs van allen aard, konden, dank aan het algemeen gemaakt stemrecht, hunne klachten doen hooren en de machtigen dwingen met hen medelijden te hebben. Daartoe strekten meetings, redevoeringen, uitgaven en allerhande propaganda. De arbeiderspartij heeft de werkrust opgenomen onder de hoofdartikelen van haar programma. De clericale Regeering heeft zich op merkwaardige wijze beijverd om de statistieken en de vergelijkende wetten in den vreemde te verzamelen. Sedert verscheidene jaren is het vraagstuk in de Kamer gesteld, en duizende belanghebbenden wachten met ongeduld naar eene oplossing.

De geleerden kwamen de eischen der loonwerkers bekrachtigen. Ik hoef hier de studiën niet te herinneren, voortgezet en uitgegeven door de meesters in gezondheidsleer en volkenkunde, vermits al hunne studiën op hetzelfde neerkomen en ten slotte wetenschappelijk, door lichaams- en zielkundige waarnemingen, de volstreckte noodzakelijkheid van eene regelmatig terugkomende rust bewijzen. Mogelijk zal men mij tegenwerpen dat het niet volkomen bewezen is dat die rust één dag op zeven moet genoten worden, liever dan een dag op acht of een op zes. Daarop antwoord ik, dat ik mij om dergelijke nauwe bepaling weinig bekreun, vermits het menschedom, door eene overlevering van verscheidene eeuwen, het vraagstuk op practisch gebied heeft opgelost, door de week van zeven dagen aan te nemen. Dat feit is zoo algemeen en bestendig, dat de meest geleerde bewijsvoeringen — al waren ze mogelijk — er niets aan zullen veranderen.

De natuurlijke noodwendigheid van de wekelijksche rust is aldus terug te voorschijn gekomen onder het godsdienstig kleed waarin men ze gehuld had. Al de arbeiders, zelfs zij die zich afscheidten van het vroeger geloof, vragen dat ze zou erkend worden door den wetgever. En hetzij dan ook met het inzicht om hulde te brengen aan hunne geloofsbegrippen, of met het breeder inzicht om aan het afgematte lichaamsgestel de noodige gelegenheid te

verschaffen zijne krachten te herstellen, allen zijn het er over eens dat men het vraagstuk uitsluitend behoort op te lossen met het oog op de gezondheid der arbeidersklasse, met het oog op het maatschappelijk belang.

Met het oog daarop, mag er gezegd worden, meen ik, dat men het eens is om de wekelijksche rust te verlangen. Ik heb geen regel gelezen noch geene zinsnede gehoord in tegenovergestelden zin. Het verschil in de meening wordt echter grooter wanneer het hare mogelijkheid of hare gevolgen geldt, en vooral hare bekrachtiging door eene wet.

De socialistische afgevaardigden denken dat de wekelijksche rust te verwezenlijken is zonder groote moeilijkheden; dat hare gevolgen uitmuntend zullen wezen en dat, vermits bijzondere ondernemingsgeest niet bij machte was en is om ze te bekrachtigen, er eene wet behoort te komen, die 's volks wil vertolkt en doet eerbiedigen.

II.

Tot hiertoe bezigde ik de woorden; wekelijksche rust. Daaruit dient niet te worden afgeleid dat ik mij inbeeld dat die rust op een anderen dag der week dan op den Zondag kan gesteld worden. Het ware bepaald kinderachtig, te beweren — om het mogelijk verwijt te vermijden eene schijnbare toegeving te doen aan den katholieken godsdienst, — dat de dag der algemeene rust door de wet kan gesteld worden op den Woensdag of den Vrijdag, en nog ongerijmder ware het zich in te beelden dat zekere klassen van burgers zullen aanzocht worden om te rusten op verschillende dagen der week. Dergelijk voorstel uitdrukken, volstaat om er de onmogelijkheid en de belachelijkheid van te doen beseffen.

Er moet een rustdag zijn op zeven. En die dag moet de Zondag zijn. 't Is den Zondag dat arbeider en bediende in 't midden van hun gezin kunnen blijven, zich bezighouden met hunne kinderen, die schoolvrij zijn, en met hunne nabestaanden heilzame wandelingen doen. 't Is 's Zondags dat de burgers zich met het openbaar leven kunnen inlaten; dat de geloovigen zich kunnen toewijden aan hunnen eeredienst; dat de vrijdenkers voordrachten of betoogingen kunnen houden. 't Is 's Zondags dat de mensch zich kan verstrooien of onderrichten en, om een echten feestdag te zijn, moet de rust algemeen wezen.

't Is dus wel duidelijk, zonder mogelijken twijfel, dat wij de Zondagsrust vragen. Maar wij spreken van wekelijk rust, omdat wij wel verplicht zijn te bekennen dat alleen deze het voorwerp van een wetsvoorstel kan zijn.

Men kan er trouwens aan denken de noodzakelijkheid van eene wekelijksche rust door de wet te bepalen, doch voor de Zondagsrust moet men zich vergenoegen met deze woorden: « zooveel mogelijk ». Onmiddellijk zijn er uitzonderingen noodig: de meest onhandelbare denkt er niet aan, gansch 's lands bedrijvigheid te schorsen. In de eerste plaats, hebben wij gansch de reeks openbare diensten, die onmogelijk zijn te schorsen. Vervolgens zijn er eene heele reeks nijverheidstakken die, willen ze niet verdwijnen, onafgebroken arbeid vergen. Daarbij zijn eene reeks handels-

takken enkel 's Zondags mogelijk. Ten slotte zijn eene andere reeks bedrijvigheden het gevolg zelf van de rust, aan de groote menigte verzekerd.

Wij stellen er prijs op, dat punt goed te doen uitschijnen: 't Is om het leven onzer medeburgers kracht bij te zetten, dat wij de Zondagsrust vragen en niet om dat leven te verminderen. Wij willen dat de loontrekker zijne gewone werkplaats kan ontvluchten, om de vreugde van den huiskring te smaken, deel te nemen aan 't leven der stad, zijn verstandelijken gezicht-einder uit te breiden, zijn ideaal en zijne krachten te verheffen; daarom is 't noodig dat het spoorwegverkeer niet onderbroken wordt, dat de museums, de bibliotheken, de vergader- en concert-zalen, de tentoonstellingen, de wandelplaatsen open en gemakkelijk toegankelijk blijven. De Zondag is in Engeland een dag van treurige verveling, van regelmatige dronkenschap en schrikt ons af.

Door den drang der omstandigheden, moeten dus uitzonderingen op den algemeenen regel der Zondagsrust worden gemaakt. Doch de wet kan en moet zelfs aan hen die aldus verplicht zullen zijn des Zondags te werken, de rust waarborgen op een anderen dag der week.

III.

De voorstanders van eene wet op de Zondagsrust stuiten eerst en vooral op eene tegenwerping, getrokken uit de Grondwet. Wij zullen ze onderzoeken, doch het is vrij zonderling, onmiddellijk vast te stellen dat het grondwettelijk bezwaar enkel diegenen kwelt, die tegen het beginsel zelf zijn van eene wet dienaangaande. Zoodat men het kan aanzien als eene vitterij, die kwalijk een tegenzin verbergt, welken men niet uitdrukkelijk durft toonen.

Artikel 15 der Grondwet zegt : « Niemand kan gedwongen worden op om 't even welke wijze bij te dragen tot de bedrijven en plechtigheden van een eeredienst, noch de rustdagen er van te onderhouden. » Welnu, zou een wetsontwerp op de Zondagsrust de burgers niet dwingen den rustdag van den katholieken eeredienst te onderhouden ?

Zoo ja, dan is de ontworpen wet onwettelijk, en, hoe nuttig zij ook weze, mag ze niet goedgekeurd worden, daar het Parlement de wet der wetten, den waarborg onzer hoofdzakelijke vrijheden, eerst en vooral moet eerbiedigen.

Ik behoor niet tot hen die denken dat men de Grondwet lichtelijk mag over 't hoofd zien ; eene toegeving, al ware zij ook verschoonbaar, lokt eene andere uit, die misschien zoo verschoonbaar niet meer is, en het beste middel om van onze tegenstrevers den eerbied af te dwingen voor de waarborgen welke wij in de Grondwet kunnen vinden, is het voorbeeld te geven. Van een anderen kant, is alles wat op de vrijheid van denken inbreuk kan maken, zoo erg, op een oogenblik dat de Kerk moeite schijnt te hebben om hare natuurlijke zucht naar verdrukking en onverdraagzaamheid te overwinnen, dat wij op geene wijze hoegenaamd de beteekenis van den grondwettelijken tekst mogen laten verzwakken.

Laat ons dus de tegenwerping met voorzichtigheid onderzoeken, zonder ons te laten medesleepen door ons verlangen. Bij het eerste opzicht, schijnt ze eenigszins gegrond; denkt men er echter op na, zoo bevindt men dat noch de geest, noch de letter, noch de geschiedkundige beteekenis der grondwettelijke bepaling toelaat er eene reden van niet ontvankelijkheid uit te trekken.

Wat beoogt zoo wijselijk, artikel 14 der Grondwet? Het wil dat geen burger hoegenaamd mag verplicht worden hetzij door eene daad, hetzij zelfs door niets te doen, de voorschriften van om 't even welken eeredienst te onderhouden. Wat wij bij den aanvang zegden, volstaat om de overtuiging te geven dat wij op geener wijze bedoelen de burgers te verplichten den christelijken Zondag te onderhouden. 't Is krachtens eene natuurlijke noodwendigheid, die boven de dogma's staat en ze voorafgaat, dat men thans de Zondagsrust eischt. Bedienden en werklieden vragen de hervorming, niet omdat maar *althoewel* ze strookt met de godsdienstige opvatting. De strekking van artikel 13 is dus heel en al verschillend van die van het ontwerp.

Een verschil van bedoeling is echter niet voldoende, indien men in feite er toe komt den tekst te schenden. Er dient dus gezien te worden of de teksten onderling strijdig zijn. Welnu, de tekst van het wetsvoorstel is heel duidelijk: hij verbiedt enkel te doen werken, doch geenszins te werken. Zij die de geboden der Kerk willen overtreden, zullen, na het aannemen van de wet, even vrij zijn het te doen als nu. Zij zullen over hunne bedrijvigheid mogen beschikken, zooals zij het willen; eene enkele zaak wordt hun verboden, en dat behelst niets strijdigs met de Grondwet, namelijk te beschikken over de bedrijvigheid van anderen. Wil iemand zijn tuin bewerken, zijn stal schuren, hout hakken, boomen vellen, dat zal hem vrij staan! Willen beheerder en aandeelhouders, eigenaars van mijnen, onder den grond dalen en kolen gaan hakken, niemand zal het hun beletten; wil de eigenaar zijn hoogoven vullen, de glasfabrikant zijn glas blazen, de fabrikant zijne getouwen in gang zetten, geen proces-verbaal kan dien ongewonen ijver verhinderen; doch de werklieden der kolenmijn, der smederij, der glasblazerij of der weverij kunnen niet verplicht worden zich van de noodige rust te berooven! Zoo ook, indien een handelaar zijne koopwaren wil verkoopen, hoeft hij daartoe geene machtiging te vragen aan de bestuursoverheid, aan de geestelijken, zooals vóór 1830; hij zal, na zooals vóór de wet, doen wat hij wil; doch hij zal zijne bedienden of klerken niet meer kunnen verplichten tot verpletterende afbeuling.

Men dringt echter aan; men verwijt ons de moeilijkheid te ontduiken door kromme sprongen. Men doet ons opmerken dat de hedendaagsche arbeid nagenoeg altijd vereenigde arbeid is; dat het werkhuis stilleggen, eigenlijk gelijkstaat met den werkman die er in arbeidt te doen staken. Een kolenmijnwerker moet, om in den put te gaan werken, een wagentrekker hebben om hem te helpen, een lampenverzorger om zijne lamp gereed te maken, een machinist om den bak af te laten, een trekker om den bak bij te halen, enz.

Zijn al die onontbeerlijke helpers daar niet, dan is de kolenmijnwerker verplicht zijn werk te staken. En zoo ook bij andere beroepen; daarvan zijn voorbeelden aan te halen zonder einde. We zijn het eens. Maar 't is het gezamenlijk werken bij de hedendaagsche ondernemingen dat juist het wetsvoorstel billijkt. Het is niet mogelijk de vrijheid tot arbeiden van de eenen en tevens de vrijheid tot rusten van de anderen volkomen te verzekeren. Het kan anders niet of de gansche fabriek moet of werken of stil liggen. Een tusschenmiddel is er niet. Tusschen hen die het recht tot arbeiden eischen en hen die het recht tot rusten vragen, dient er gekozen te worden. Hier staan twee verlangens tegenover elkander, welke van beide is de billijkste? Het antwoord ligt naast de vraag: de billijkste is die welke steunt op de wetten der gezondheidsleer, op den wensch om de krachten van het ras te bewaren, op de onafgebroken gebruiken der zeden, op de door iedereen erkende maatschappelijke noodwendigheden. En ik voeg er bij: de billijkste is die, welke den algemeenen wensch uitdrukt van de belanghebbenden, want feitelijk verlangen al de loontrekkers vurig naar de wet welke wij voorstellen, en de werkman die des Zondags geene rust kan hebben, is eene theoretische uitvinding van een manchesteriaanschen staathuishoudkundige. — Dit zoo zijnde, zal bedoelde werkman, indien hij te vinden is, niet gedwongen zijn den rustdag van den katholieken eeredienst te onderhouden, maar eenvoudig verplicht den rustdag zijner kameraden niet te verhinderen. En niets zal beter strooken en met de billijkheid en met de Grondwet.

Eindelijk, de geschiedkundige uitlegging staft onze zienswijze. Niets is klaarder, bepaelder, meer afdoende op het gebied dan de bewijsvoering door den heer Prins, uiteengezet in den Hoogeren Nijverheids- en Arbeidsraad. De bevoegdheid van den bewijsvoerder zet daaraan eene kracht bij, welke niemand zal durven betwisten.

« Mij dunkt dat eene wet die verbiedt zekere soorten van werklieden meer dan zes dagen per week te doen arbeiden, geenszins zou strijden met de Grondwet, en volstrekt niets gemeens heeft met uitlegging van dezer artikel 15; mijns erachtens is het onderscheid tusschen Zondagsrust, bekrachtigd door het godsdienstig geloof, en verzekerde wekelijksche rust, in zulke omstandigheden door eene wet verzekerd, niet, zooals werd beweerd, eene spitsvoudigheid. Het is, en zelfs met gevolgen die men in België niet zou kunnen aannemen, bekrachtigd door de Wetgeving der Vereenigde-Staten.

» In Noord-Amerika, evenals in België, wordt door de Grondwet de vrijheid van geweten gewaarborgd; het staat iedereen vrij des Zondags te handelen naar goeddunken; zij die hunne kerkelijke plichten vervullen, worden zoowel beschermd als zij die het niet doen; daarenboven huldigt de bondswet dit beginsel dat de burgerlijke macht zich niet heeft in te laten met godsdienstige vraagstukken (Bryce, deel II, blz. 578). Toch bestaat in de vijf en veertig Staten der Unie eene wet op de Zondagsrust.

» Welnu, zoo men de beslissingen der gerechtshoven raadpleegt, die zijn vermeld in het *Second special Report of the Commissioner of Labor* (Was-

hington, 1896), dan bevindt men dat het openbaar recht der Vereenigde-Staten duidelijk het godsdienstig opzicht scheidt van het maatschappelijk standpunt, in zake van wekelijksche rust.

» Het hooger gerechtshof van Pennsylvanië verklaart : « De artikelen die » de gewetensvrijheid waarborgen, verhinderen geenszins het maken van » wetten tot het instellen der Zondagsrust of tot het beteugelen van ondeugd » of zedenloosheid. Hier geldt het niet godsdienstige praktijken op te » dringen, maar wel 's lands zeden te verdedigen. »

» Het hof van Ohio : « De statuten die de Zondagsrust voorschrijven zouden » geen oogenblik blijven bestaan, waren zij enkel gegrond op den plicht om » den Zondag te heiligen en het viereen daarvan te handhaven. »

» Het hooger gerechtshof van Louisiana : « De Zondags wet, die vergt dat » magazijnen en kantoren worden gesloten, is niet ongrondwettelijk. Zij » schendt geen artikel der Grondwet van dien Staat, waardoor godsdienst- » vrijheid wordt gewaarborgd, evenmin als de artikelen van de Grondwet » der Vereenigde-Staten, die het leven, de vrijheid der burgers, hunne » gelijkheid voor het gerecht, hunne eigendommen beschermen. »

» Ten slotte, het hooger gerechtshof te New-York : « Het handhaven van » de Zondagsrust als burgerlijke instelling ligt in de bevoegdheid der » burgerlijke macht. »

» Dergelijk onderscheid aangenomen zijnde in een groot land, welks openbaar recht berust op begrippen van verdraagzaamheid en godsdienstvrijheid, is het klaar dat het geenszins in strijd is met den geest van het Belgisch recht, binnen duidelijker en engere perken een onderscheid aan te nemen tusschen de godsdienstige rust en de nijverheidsrust, tusschen eene wet, waardoor rechtstreeks wordt beoogd hij die des Zondags werkt en die hem tot rust verplicht, en eene wet die degenen bedoelt, welke anderen des Zondags doen werken en die hun zulks verbiedt. De eerste ware in strijd met de Grondwet. De tweede is het niet.

» Dit is zoo waar, dat ik voor België zelf in dien zin beteekenisvolle wetgevende feiten kan aanhalen (men vindt ze in de stukken betreffende den arbeid van vrouwen en kinderen in de fabrieken, door de Regeering in 1871 afgekondigd (1).

» Den 14ⁿ Augustus 1848, werd door eene commissie, in 1843 ingesteld door de Regeering, en voorgezeten door den heer de Sauvage, den Minister van Binnenlandsche Zaken, een ontwerp van wet overgemaakt, waarover de heeren Visschers en Ducpétiaux verslag uitbrachten.

» Artikel 8 van dat ontwerp luidde : « Tot den ouderdom van 18 jaar, » mogen geene jonge werklieden aan den arbeid worden gesteld op Zon- » en feestdagen door de wet erkend. »

» Dat zeer uitgebreid wetsontwerp werd afgestemd; de Kamers van koophandel brachten een ongunstig advies uit; zij vonden dat de voorstellers niet genoeg rekening hielden met de behoeften van het nijverheids-

(1) Brussel, GOBBAERTS, 1871.

werk ; doch onder de daartegen ingebrachte bezwaren, wordt niet gewaagd van ongrondwettigheid van artikel 8 (bldz. 14 der oorkonden).

» Den 20ⁿ Juli 1859, werd andermaal een ontwerp van wet over nijverheidsarbeid opgemaakt.

» De heer Rogier, Minister van Binnenlandsche Zaken, legde het over, en het bevatte een artikel 3, luidende als volgt :

« Op de Zon- en feestdagen, door de wet erkend, is het verboden aan » 't werk te stellen in een nijverheidsgesticht, vrouwen en meisjes van » allen aard en werklieden of leerlingen beneden 18 jaar. »

» Dus weerhield geen grondwettelijk bezwaar den heer Rogier. — Evenmin de Kamers van koophandel, die antwoordden : « zonder bezwaar kan men aanzetten tot rust op Zon- en feestdagen » (blz. 20 der oorkonden).

» Alleen de Hoogere Raad voor nijverheid en handel wierp de vraag van wettelijkheid op. Doch om kort te gaan, 't is tegenzin voor het beginsel van tusschenkomst, die belette te slagen.

» Eindelijk, en dat is nog meer afdoende, sedert twaalf jaar, sinds 13 December 1889, bezitten wij eene wet op den arbeid van vrouwen, jongelingen en kinderen in nijverheidsgestichten. Artikelen 7, 11, 14 en 17 der wet verbieden dat meer dan zes dagen per week, kinderen en jongelingen van min dan 16 jaar, alsmede meisjes en vrouwen van meer dan 16 en min dan 21 jaar, aan 't werk worden gesteld ; zij straffen diegenen welke ondanks de wetsbepalingen doen arbeiden.

» Feitelijk geldt het de rust op den zevenden dag, den Zondag : in dien zin wordt de wet toegepast, zonder dat men artikel 15 der Grondwet tegen hare uitvoering inroept. »

Bij het behandelen van de wetten van 28 Augustus 1880, 18 Juli 1887, 7 Maart 1891 over de wettelijke feesten, bracht niemand grondwettelijke bezwaren in. Sedert jaren wordt des Zondags verlof gegeven in openbare besturen, aan al de leden der rechterlijke macht, en nooit teekende iemand verzet aan, nog vroeg bij voorbeeld dat er des Zondags recht zou worden bedeed.

Arbeiders en beampten kunnen niet zonder bitterheid vaststellen dat, zoo het hunne rust geldt, men voor den dag komt met grondwettelijke bezwaren, die nooit werden ingeroepen wanneer het de rust van burgers gold.

Eindelijk, tijdens de herziening der Grondwet, gaven sommige leden der rechterzijde hun inzicht te kennen om de herziening te vragen van artikel 25, ten einde alle grondwettelijk beletsel uit den weg te ruimen voor het invoeren van eene wet op de Zondagsrust. De toenmalige Minister van Binnenlandsche Zaken verklaarde alsdan, met algemeene instemming der Kamer, dat het volkomen nutteloos was.

Later, toen de wetsvoorstellen, overgelegd door den heer Helleputte en door onzen vriend Bertrand, in overweging moesten genomen worden, was er in de Kamer volkomen eensgezindheid om ze toe te laten, zonder de grondwettelijke tegenwerping te opperen. Het was eerst toen bedoelde wetsvoorstellen, vervallen ten gevolge van eene ontbinding, andermaal door hunne

onderteekenaars werden ingediend, dat leden der liberale linkerzijde grondwettelijke bezwaren opperden welke — iedereen zal het bekennen — vrij lang onderwege waren gebleven.

Wij besluiten daarover : Het zal met volle gerustheid van geweten zijn en met de overtuiging op geene wijze af te wijken van den wil dergenen die in 1830 omwenteling maakten, dat wij de voorgedragen bepalingen verdedigen.

IV.

Wij ontmoeten verder op onzen weg de voorstanders van bijzonderen ondernemingsgeest. Het zijn lieden die de uitmuntendheid van de wekelijksche rust niet betwisten, doch zich inbeelden dat men met voordrachten, verenigingen, propaganda er toe zal kunnen komen de wekelijksche rust te doen invoeren, zonder dat er wetsdwang noodig is.

Het deuntje is gekend. Het wordt ons met ternauwernood eene kleine verandering opgedischt, iedermaal het eene arbeidswet geldt. De heer Woeste, vroeger tegen alle regeling van den arbeid der volwassenen, zegde heel hartroerend : « Ik vraag dat men de persoonlijke vrijheid van meerderjarigen geheel en ongeschonden zou laten. Krachtens de beginselen onzer instellingen, beschikken meerderjarigen over hunnen persoon en over hunne krachten, zooals zij verlangen; zij hangen van niemand af; zij dragen de verantwoordelijkheid hunner beslissingen en daden, de wet mag in hunne plaats niet optreden, want zoo de wet zulks deed, en hun zegde : Gij moogt maar een bepaald getal uren werken ! dan zouden zij gerechtigd zijn zich op hunne beurt tot de wet te keeren, haar de hand uit te steken en te zeggen : Kom mij ter hulp ! Verschaf mij het verschil van dagloon, dat gij mij onttrekt ! »

Den 18^{en} Juni 1901, was het de heer Woeste die antwoordde aan den heer Woeste, toen hij zegde : « Bestaat er volstrekte gelijkheid tusschen den meester die geldmiddelen bezit en den werkman die er geene heeft ? Het is niet mogelijk, en vermits het bewezen is dat feitelijk in zekere gevallen de meester misbruik maakt van zijn toestand tegenover den werkman, zoo is het billijk dat de openbare besturen optreden, om de zedelijke vrijheid en de gewetensvrijheid der arbeiders te beschermen. Het geldt hier niet enkel de zedelijke vrijheid en de gewetensvrijheid van den werkman, het geldt hier nog een ander recht, het recht, dat ieder burger moet bezitten, om niet te moeten werken als een beest, om nu en dan te kunnen rusten en ten minste een dag per week aan de huiselijke genoegens te besteden »...

Hoe voorbeeldig de bekeering van den heer Woeste mag heeten, toch is zij geene uitzondering. De stelling van niet tuschenkomst, voorheen nog zoo in ongunst bij de Regeering (iedereen herinnert zich nog de houding van onze afgevaardigden te Berlijn), heeft sedert nog andere voorstanders aangeworven.

Elken dag verliest het louter manchesterianism, zoo gemakkelijk voor den burgerstand, vrededigers. Iedermaal het op de vlucht wordt gedreven, kondigt het aan dat het raderwerk der arbeidsverordening onweder-

staanbaar is, dat iedere afwijking van de ware beginselen nieuwe zegepralen belooft voor den tegenstrever.

Zoo denken wij er ook over. Is eenmaal krachtens de wet de wekelijksche rust der volwassenen verzekerd, dan zal er geene goede reden meer bestaan om niet insgelijks hunne dagelijksche rust te verzekeren, en het achturenwerk zal eerlang aan de beurt komen. Wij verlangen het uit al onze krachten en zouden hier, zoozeer gelijken de vraagstukken elkander, alles wat wij gezegd hebben tot staving van het beginsel van ons wetsvoorstel, voor het achturenwerk in de mijnen kunnen herhalen.

Dat theoretisch debat heeft hier overigens niets te stellen, want 't is vooral naar aanleiding van de Zondagsrust dat de ontoereikendheid van bijzonderen ondernemingsgeest volstrekt door de feiten is bewezen. Niets is dienaangaande meer beteekeenisvol dan de ommekeer, ontstaan in de Vereeniging voor de Zondagsrust. Van in den beginne had die maatschappij in haren schoot talrijke invloedhebbende mannen. Zij zette eene vlijtige en taaie propaganda op touw. Na jarenlange pogingen, besloot zij, in stede van tegen de tusschenkomst der wet te zijn, zooals tot dan toe, de regeling door de wet te vragen. De omstandige beschrijving van hare werking, de geschiedenis van hare pogingen en van haar mislukken, de tabel harer uitslagen, dat alles is omstandig te vinden in een met bewijsstukken gestaafd verslag, door den heer Mousset bij den Hoogeren Nijverheids- en Arbeidsraad ingediend. De proefneming is gansch overtuigend.

Zij bewijst dat bijzondere ondernemingsgeest onmachtig is om de wekelijksche rust te verzekeren. En 't is gemakkelijk te begrijpen, als men bedenkt dat wat hoeft te worden verkregen, niet enkele toetreders zijn, noch zelfs eene meerderheid, maar de eensgezindheid onder de belanghebbenden. Een enkele kwade wil is voldoende om den goeden wil van honderden anderen ondoelmatig te maken.

V.

Het wetsvoorstel dat aan de Kamer is onderworpen, gaat uit van dezelfde beginselen als die der heeren Bertrand en Helleputte (Wetsvoorstel Bertrand, 5 Februari; Wetsvoorstel Helleputte, 12 Juni 1901, beide verzonden naar eene middenafdeeling, samengesteld uit de heeren Van Cauwenberg, Carton de Wiart, Mabille, Van de Walle en Vandervelde, en die nog geen verslag uitbracht), maar het is tevens beperkter en breeder : beperkter omdat het den duur van den arbeid nietbedoelt; breeder omdat het toepasselijk is, niet alleen op nijverheidsondernemingen, maar ook op allerhande, en namelijk op handelsondernemingen.

't Is vooral voor deze laatste dat het maken van eene wet tot bescherming van de minderen onontbeerlijk schijnt. Uit het onderzoek, door den heer Minister Nijssens in 1896 bevolen, bleek dat op 179,477 nijverheidswerklieden, 77,798 's Zondags niet werken, 13,651 werken iederen Zondag, 14,712 werken één Zondag op twee, 13,316 werken soms den Zondag. Er zijn dus maar nagenoeg 55 t. h. van de nijverheidswerklieden die belang

hebben bij het wetsvoorstel. Voor den handel, integendeel, zijn de verhoudingen heel verschillend : op 4,929 bedienden zijn er slechts 1,885 die 's Zondags niet werken, 2,501 werken iederen Zondag, 356 werken één Zondag op twee, 107 één Zondag op drie, 105 sommige Zondagen, 175 een enkelen Zondag per jaar. 't Is dus nagenoeg 65 t. h. van die vlijtige bevolking, die door het wetsvoorstel van eene echte slavernij zullen verlost zijn, want deze uitdrukking is niet te sterk om het lot van sommige bedienden in de groote bazars te bestempelen.

De regel wordt insgelijks gesteld voor landbouwondernemingen. Hij strekt zich dus uit tot alle gevallen waarin een meester een regelmatig werk oplegt aan een loonwerker, en maakt onder de arbeiders alleen uitzondering voor dienst- en huisboden. Niet dat deze klasse van arbeiders minder belangstelling verdient dan de anderen en onzes inziens moet beroofd blijven van de wekelijksche rust ! Wij meenen integendeel dat het volstrekt billijk is aan meiden en dienstboden eene rust te verzekeren, welke zij verdienen door hun werk van de gansche week ; doch eenerzijds heeft onze wetgeving gestadig een onderscheid gemaakt tusschen het verhuuren van dienst en de arbeidsovereenkomst, en het is noodig dit onderscheid te handhaven, dat overigens bekrachtigd is door het verschil van toestanden ; anderzijds schijnt de vooruitgang der zeden op dat gebied voldoende te kunnen zijn, en eene regeling in de wet, welke overigens niet gevraagd wordt, zou gepaard gaan met onoplosbare moeilijkheden.

VI.

Eene andere tegenwerping, ditmaal van practischen aard. Men zegt ons dat het nutteloos is de verplichte rust in de wet te schrijven, vermits men terzelfder tijd als het beginsel talrijke uitzonderingen moet toelaten, en wel zoo talrijk, dat zij den regel te niet doen. Wij miskennen geenszins de macht dier tegenwerping en de verwezenlijking van de gehoopte hervorming zal niet vrij zijn van erge moeilijkheden.

Zooals wij het reeds zegden, zou een eenvormige volstreckte regel het door ons beoogde doel voorbijstreven. Er kan geen spraak van zijn het leven des volks een dag per week volkomen te schorsen. Een dag waarop elke arbeid verboden zou wezen, ware een dag van vreeslijke verveling en de verplichting ware eene ondraaglijke slavernij. Men moet dus onvermijdelijk uitzonderingen voorzien.

Hoe ruim en talrijk die uitzonderingen ook wezen, toch zal het bepalen van den regel heilzaam zijn. De nijverheids- en handelsbazen zullen er zich vanzelf aan onderwerpen, naarmate hunne loonwerkers het hun vragen of hunne klanten er hen toe aanzetten, of de openbare meening het hun aanraadt. Op die wijze, zullen heel natuurlijk, zonder werkelijken dwang, de vruchten kunnen rijpen van al de propaganda, sedert de laatste jaren gemaakt. Dat is reeds een uitslag die aanzienlijk zal wezen.

Blijven dan de nijverheidstakken en handels-artikelen, waarbij de hervorming lastig en weinig wenschelijk zal schijnen en door de belanghebbenden

betwist worden. Ik denk dat men voor elk geval de redenen zal moeten wegen en wikkelen, en zoo men ze ernstig vindt, zich in den beginne heel verdraagzaam en toegevend toonen, opdat de wet wordt toegepast zonder slag of stoot, in verhouding tot den vooruitgang in zeden en gewoonten.

Hoe aan de nieuwe wet die noodige plooibaarheid gegeven, hoe haar in staat gesteld juist te passen op de talrijke en oneindig verschillende toestanden, welke zij bestemd is te regelen?

De Hoogere Nijverheids- en Arbeidsraad, aanzocht om over dat punt te beraadslagen, besteedde er verschillende zittingen aan, en vereenigde zich eindelijk met een stelsel dat ons uitmuntend schijnt. Het geeft namelijk aan de Regeering machtiging om de bijzonderheden der toepassing van de wet te regelen, na raadpleging van verschillende college's. Wij namen dat ontwerp over, dat opgemaakt was door mannen met algemeen erkende bevoegdheid en aanzienlijk gezag, en behoorende tot de verschillende politieke meeningen die het land verdeelen; wij namen het over zonder verkeerde eigenlieide, met het inzicht om voor 's lands welzijn nut te trekken uit een zoo goed voorbereid werk, welks waarde wij volgaarne huldigen.

Dienaangaande hebben wij aan den tekst van den Hoogeren Raad enkel onbeduidende veranderingen toegebracht, die vanzelf te begrijpen zijn en desnoods zullen gerechtvaardigd worden bij de beraadslaging over de artikelen. Eene verandering is er nochtans, waaraan wij zeker belang hechten: 't is deze waarbij in de wet worden opgenomen, onder de te raadplegen college's, de vakvereenigingen van werklieden of van meesters, telkens er eene bestaat onder de burgers op wie de wet wordt toegepast. Die vereenigingen zullen ons de rechtstreeksche meening van de belanghebbenden doen kennen, zonder vreemde tusschenkomst huune wenschen en vrees doen gelden, en wanneer zij het eens zijn, zal die eensgezindheid aan de wet het karakter van overeenkomst schenken, dat onze vriend Hector Denis er voor verlangde.

Daar het slechts eene eenvoudige meening geldt, welke de hoogere overheid niet verplicht is te volgen, kan men, ons dunkens, geen bezwaar vinden in ons voorstel. En het zal dit groot voordeel opleveren, het leven, de werkzaamheid, den invloed der vakvereenigingen te vermeerderen en haar een haar toekomstig begin verzekeren van deelneming aan de maatschappelijke wetten.

VII.

Er dient ten slotte bekrachtiging voorzien te worden. Zij moet streng wezen, zoo men de wet doelmatig wil. Zij moet niet te dwingend zijn, om de billijkheid en de gevoelens niet te schokken. Wij hebben de boetstraffelijke beteugeling met boete aangenomen, waarbij de Hoogere Nijverheidsraad zich heeft aangesloten, dit overeenkomstig hetgeen reeds vroeger in andere soortgelijke wetten bepaald wordt, zonder dat die wetten klachten verwekken.

Wij hebben nochtans het maximum afgeschaft, voorzien voor het geval dat een zeker getal personen zouden aan 't werk gesteld zijn in strijd met de

wet. Het maximum schijnt ons niet het minste nut op te leveren, en leidt tot deze ongerijmde gevolgtrekking, dat eenmaal tot zekeren graad gekomen in de ongehoorzaamheid, het ondernemingshoofd geene de minste vrees meer koestert voor eene meerdere ongehoorzaamheid.

Eene straf van enkele politie scheen toereikend voor de ouders die onderjarigen laten werken op wie zij gezag hebben, in strijd met de voorschriften der wet en der koninklijke besluiten.

Van den tekst, voorgesteld door den Hoogeren Raad, wijken wij insgelijks af voor het vaststellen en het vervolgen van de beteugeling. Volgens den Raad, zou die zending uitsluitend drukken op de arbeidstoezieners. Die ongelukkigen! Dezen zullen voorzeker beroofd zijn van de Zondagsrust! Wij achten het beter op dit gebied het gewoon recht toe te passen, en aan het parket de zorg over te laten om de misdrijven op te sporen en te vervolgen, zooals het voor alle andere misdrijven doet. Het bewijs zal mogen geleverd worden door de processen-verbaal der toezieners, maar ook door alle rechtsmiddelen. En laat ons hier ter loops aanstippen, dat, met het oog op een degelijk gerecht, eene mondelinge getuigenis, ten overstaan van partijen besproken, steeds beter is dan een proces-verbaal.

Naast die strafbepalingen, stellen wij nog eene burgerrechterlijke bekrachtiging voor, die ons ten minste even doelmatig schijnt: 't recht, in weerwil van elke strijdige overeenkomst, op een verdubbeld loon voor al wie des Zondags aan 't werk wordt gesteld. Die bepaling schijnt ons volstrekt billijk: Zondagswerk is veel lastiger, daar het den arbeider verwijderd van dat maatschappelijk leven, bij hetwelk wij hem steeds nader zoeken te brengen; het belet hem zijn aandeel te krijgen in de algemeene ontspanning; 't is derhalve billijk, dat bedoeld werk duur betaald wordt. Die beschouwing echter komt maar in tweeden rang; de hoofdzaak is, dat de meester, zelfs hij die bij koninklijk besluit machtiging verkreeg, er persoonlijk belang zal bij hebben, gezien dat recht op dubbel loon, om des Zondags alle werk af te schaffen dat niet volstrekt noodig is.

Ten einde nieuwe kosten te vermijden, zal hij zich er op toeleggen om 's Zondags geene werklieden aan te stellen, en doet hij zulks, 't is dat er waarlijk gewichtige redenen zullen bestaan. Alzoo, door het enkel aanprikken van het persoonlijk belang, zal de wet vanzelf veld winnen, door hare eigene kracht, zonder dat het noodig is het toezicht, dat steeds tergend is, te vermeerderen en kwellende straffen te vermenigvuldigen.

Het zijn de feiten die ons dit wetsvoorstel ingeven. Tijdens de behandeling in den Hoogeren Raad, werd er bekend gemaakt dat te Gent, in het Centrum, te Couillet, het loon des Zondags grooter was dan in de week. Door ons voorstel aan te nemen, zal de Kamer dus enkel een stelsel algemeen maken, welks billijkheid reeds erkend is geworden door meesters en werklieden.

*
* *

Wij legden er ons op toe eene practische oplossing te vinden voor een vraagstuk dat reeds talrijke studiën heeft uitgelokt. Wij hebben getracht

de stelling te doen overeenstemmen met de feiten. Wij hebben ons gewacht voor de volstrekte onbuigzaamheid der stelling en tevens gedurig rekening gehouden met de vereischen der feiten. Zooals het is, schijnt ons wetvoorstel ons toe betrekkelijk gemakkelijk verwezenlijkt te kunnen worden. Mogelijk kunnen er nuttige wijzigingen aan toegebracht worden, doch wij drukken de hoop uit dat de Kamer niet langer zal willen toeven met eene hervorming die met ongeduld wordt verwacht.

JULES DESTRÉE.



PROPOSITION DE LOI

ARTICLE PREMIER.

Sauf les exceptions prévues en vertu des articles suivants, il est interdit à tout chef d'entreprise de faire travailler plus de six jours sur sept des personnes autres que les membres de sa famille habitant avec lui et ses domestiques ou gens de la maison.

ART. 2.

Le jour de congé hebdomadaire sera le dimanche. Toutefois, les entreprises qui, soit par leur nature, soit pour des motifs d'utilité publique, soit à raison de circonstances locales exigent habituellement un travail partiel ou continu pendant la journée du dimanche, peuvent être autorisées, par arrêté royal, à régler autrement les conditions du repos hebdomadaire.

ART. 3.

La durée du repos hebdomadaire est d'au moins trente heures consécutives, sauf dans les entreprises où des équipes travaillent alternativement le jour et la nuit. Dans ces entreprises, la durée du repos hebdomadaire pour les ouvriers composant ces équipes est alternativement au moins de vingt-quatre heures et de trente-six heures consécutives.

ART. 4.

Les arrêtés royaux disposent :

a) par voie de mesure générale concernant chaque genre de travail pour lequel une exception permanente est jus-

WETSVOORSTEL

EERSTE ARTIKEL.

Behoudens de uitzonderingen bij de navolgende artikelen voorzien, is het aan elk hoofd van onderneming verboden andere personen dan de bij hem inwonende leden zijner familie en zijne dienstboden of huisgenooten meer dan zes dagen op zeven te doen werken.

ART. 2.

De wekelijksche verlofdag is de Zondag. Echter kunnen de ondernemingen die, hetzij door haren aard, hetzij om redenen van openbaar nut, hetzij wegens plaatselijke omstandigheden, gewoonlijk een gedeeltelijken of onafgebroken arbeid op Zondag vergen, bij koninklijk besluit worden gemachtigd de voorwaarden der wekelijksche rust anders te regelen.

ART. 3.

De duur van de wekelijksche rust is van ten minste dertig achtereenvolgende uren, behalve in ondernemingen waar ploegen beurtelings bij dag en bij nacht werken. In die ondernemingen is, voor de werklieden die de ploegen uitmaken, de duur der wekelijksche rust beurtelings ten minste van vier en twintig en van zes en dertig onafgebroken uren.

ART. 4.

De koninklijke besluiten beslissen :

a) bij algemeenen maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid voor welke eene bestendige uitzondering is gerecht-

tifiée, soit à raison de la nature du travail, soit à raison de motifs d'utilité publique;

b) par voie de mesure particulière concernant chaque genre de travail pour lequel une exception temporaire est demandée par l'intéressé, à raison de circonstances locales.

ART. 5.

Dans le premier cas, le Roi prend l'avis : 1° des sections compétentes des Conseils de l'industrie et du travail; 2° des Députations permanentes des Conseils provinciaux; 3° du Conseil supérieur d'hygiène publique; 4° du Conseil supérieur du travail.

Dans le second cas, Il prend l'avis :

1° du conseil communal; 2° de la Députation permanente du Conseil provincial.

Dans tous les cas, chaque fois que des patrons ou des salariés intéressés feront partie d'un groupe professionnel, l'avis de cette association sera réclamé.

Ces divers collèges transmettent leur avis dans les deux mois de la demande qui leur en est faite; à défaut de quoi, il est passé outre.

Les arrêtés royaux disposant par voie de mesure générale ne sont valables que pour dix ans; ceux disposant par voie de mesure particulière, pour un an. Ils peuvent être renouvelés, après nouvel accomplissement des formalités prévues ci-dessus.

Le Gouvernement pourra, en tout temps, soit d'office, soit à la demande d'un des collèges dont l'avis doit être réclamé, provoquer une nouvelle consultation des collèges intéressés et retirer ou modifier l'autorisation accordée.

vaardigd, hetzij uit hoofde van den aard des arbeids, hetzij om redenen van openbaar nut;

b) bij afzonderlijken maatregel, ten aanzien van elke soort arbeid voor welke eene tijdelijke uitzondering door den belanghebbende is aangevraagd wegens plaatselijke omstandigheden.

ART. 5.

In het eerste geval, wordt door den Koning het advies ingewonnen :

1° van de bevoegde afdelingen der Raden van Nijverheid en Arbeid;

2° van de Bestendige Deputatiën der Provinciale Raden ;

3° van den Hoogerem raad voor openbare gezondheid ;

4° van den Hoogerem Arbeidsraad.

In het tweede geval, wint Hij het advies in :

1° van den gemeenteraad ;

2° van de Bestendige Deputatie van den Provincialen Raad.

In elk geval, telkens als belanghebbende patroons of loontrekkers van een beroepsgroep deel uitmaken, wordt het advies van deze vereeniging gevraagd.

Die verschillende collegiën dienen hun advies in binnen twee maanden na het hun gedane aanzoek; doen zij dat niet, dan wordt er buiten hen om beslist.

De koninklijke besluiten die bij algemeen maatregel beslissen, gelden slechts gedurende tien jaren; degene die bij afzonderlijken maatregel beslissen, gelden slechts gedurende één jaar. Zij kunnen worden vernieuwd nadat andermaal bovenstaande formaliteiten zijn in acht genomen.

Te allen tijde kan de Regeering, hetzij ambtshalve, hetzij op verzoek van een der collegiën waarvan het advies moet worden gevraagd, tot eene nieuwe raadpleging vanwege de belanghebbende collegiën overgaan en de verleende machtiging intrekken of wijzigen.

ART. 6.

Les délégués du Gouvernement pour l'inspection du travail surveillent l'exécution de la présente loi. Ils ont la libre entrée partout où s'exécute un travail soumis à la présente loi.

Les chefs d'entreprise et leurs préposés sont tenus de leur fournir les renseignements qu'ils demandent pour s'assurer de l'observation de la loi.

ART. 7.

Les chefs d'entreprise ou leurs préposés qui auront sciemment contrevenu aux prescriptions de la présente loi et des arrêtés relatifs à son exécution seront punis d'une amende de 26 à 100 francs. L'amende sera appliquée autant de fois qu'il y aura eu de personnes employées en contravention à la loi et aux arrêtés.

En cas de contravention nouvelle dans les douze mois à dater de la condamnation antérieure, les peines seront doublées.

ART. 8.

Les chefs d'entreprise sont civilement responsables du paiement des amendes prononcées à charge de leurs préposés.

ART. 9.

Le fait pourra être excusé, chaque fois qu'il aura été commandé par un cas de force majeure ou de nécessité urgente sortant des prévisions normales de l'entreprise.

ART. 10.

Seront punis d'une amende de 1 à 25 francs les père, mère ou tuteur qui auront fait ou laissé travailler leur enfant ou pupille mineur contrairement aux prescriptions de la présente loi.

ART. 6.

De afgevaardigden der Regeering voor het toezicht op den arbeid, gaan de uitvoering van deze wet na. Zij hebben vrijen toegang overal waar een aan deze wet onderworpen arbeid wordt verricht.

De hoofden van onderneming en hunne gelastigden zijn verplicht hun de inlichtingen te verschaffen die zij vragen om zich van de naleving der wet te overtuigen.

ART. 7.

De hoofden van onderneming of hunne gelastigden die, willens en wetens, de bepalingen van deze wet en van de op hare uitvoering betrekking hebbende besluiten overtreden, worden gestraft met eene boete van 26 tot 100 frank. De boete wordt zooveelmaal opgelegd als er, in strijd met de wet en de besluiten, personen werden gebezigd.

In geval van nieuwe overtreding binnen twaalf maanden te rekenen van de vroegere veroordeeling, worden de straffen verdubbeld.

ART. 8.

De hoofden van onderneming zijn burgerlijk aansprakelijk voor de betaling van de tegen hunne gelastigden uitgesproken boeten.

ART. 9.

Het feit kan worden verschoond telkens als het is opgelegd door een geval van overmacht of spoedeisende noodzakelijkheid, niet behoorende tot de gewone vooruitzichten der onderneming.

ART. 10.

De vader, de moeder of de voogd die hun minderjarig kind of pleegkind in strijd met de voorschriften van deze wet doen of laten werken, worden gestraft met eene boete van 1 tot 25 frank.

ART. 11.

Dans tous les cas, même ceux prévus aux articles 2 et 9, où un salarié aura dû travailler le dimanche, il aura, en dépit de toute stipulation contraire, le droit de réclamer pour ce travail une rémunération double de celle qui lui est allouée les jours de semaine.

ART. 12.

La présente loi entrera en vigueur un an après sa promulgation.

Tous les trois ans, le Gouvernement fera rapport aux Chambres sur l'exécution et les effets de la loi.

ART. 11.

In alle gevallen, zelfs die bij de artikelen 2 en 9 voorzien, heeft een loontrekker die 's Zondags moest arbeiden, het recht, ondanks alle strijdige bepaling, voor dezen arbeid het dubbel te rekenen van het hem voor de dagen der week toegekend loon.

ART. 12.

Deze wet treedt in werking één jaar na hare afkondiging.

Om de drie jaren, doet de Regeering aan de Kamers verslag over de uitvoering en de gevolgen der wet.

J. DESTRÉE.

F. CAYROT.

L. BERTRAND.

E. ANSEELE.

M. TERWAGNE.

E. VANDERVELDE.